

## Sortir du giron de la Russie ? L'avenir de l'Arménie dans l'OTSC

Yann Breault et Cyprien Marais



23 septembre 2025



Photo de couverture : Rencontre entre le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan et le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine, le 7 avril 2021 – crédit : Kremlin.ru, [wikimedia](#).

\*\*\*

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité  
Mundo-madou – 7-8 Avenue des Arts – 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique  
Tél. : +32 (0) 0473 982 820 – [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org) – [www.grip.org](http://www.grip.org)  
X/Twitter : [@grip\\_org](#) – Facebook : GRIP.1979

# Sortir du giron de la Russie ? L'avenir de l'Arménie dans l'OTSC

## Résumé

L'offensive azerbaïdjanaise de septembre 2023, qui a scellé la disparition de l'Artsakh, a mis en lumière la vulnérabilité de l'alliance sécuritaire entre l'Arménie et la Russie au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Ayant gelé sa participation à l'organisation et évoqué un possible retrait, Erevan cherche désormais à élargir ses partenariats extérieurs. Cette note d'analyse identifie quatre facteurs majeurs qui limitent les chances de succès de cette réorientation : une paix toujours incertaine avec l'Azerbaïdjan, suspendue notamment au sort du corridor de Zanguezour ; une dépendance économique durable vis-à-vis de Moscou, en particulier dans les domaines de l'énergie et du commerce ; des partenariats alternatifs avec les États-Unis, l'Union européenne, l'Inde ou l'Iran, dont la portée demeure incertaine ; et une scène politique intérieure affaiblie par la défaite militaire et la désillusion de l'opinion publique. Si l'aspiration à l'émancipation traduit une volonté nationale profonde, sa mise en œuvre reste conditionnée aux équilibres régionaux et à la capacité d'Erevan à bâtir une politique étrangère véritablement autonome.

---

## Abstract

### Breaking Away from Russia's Orbit? Armenia's Future in the CSTO

The Azerbaijani offensive of September 2023, which sealed the disappearance of Artsakh, underscored the vulnerability of Armenia's security alliance with Russia within the CSTO. Having suspended its participation and hinted at a possible withdrawal, Yerevan now seeks to broaden its external partnerships. This analysis highlights four key factors that constrain the prospects of such a strategic shift: a still fragile peace with Azerbaijan, hinging notably on the unresolved status of the Zangezur corridor; a persistent economic dependence on Moscow, particularly in the energy and trade sectors; alternative partnerships with the United States, the European Union, India, and Iran, whose effectiveness remains uncertain; and a domestic political landscape weakened by military defeat and public disillusionment. While the aspiration to emancipation reflects a deep national ambition, its realization will depend both on shifting regional power dynamics and on Yerevan's ability to consolidate the institutional and political foundations of an autonomous foreign policy.

## Les auteurs

Yann Breault est professeur adjoint au Collège militaire royal de Saint-Jean et chercheur associé au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP). Il détient un doctorat en science politique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM, 2011), obtenu avec mention d'honneur pour sa thèse sur les reconstructions identitaires en Russie, Ukraine et Biélorussie postsoviétiques. Il a enseigné à l'UQAM et à l'Université d'Ottawa, se spécialisant dans les politiques étrangères des États de l'ex-URSS et les enjeux géopolitiques de l'Eurasie. En 2015, il co-fonde l'Observatoire de l'Eurasie (ODE) avec Jacques Lévesque et rejoint le Réseau d'analyse stratégique en 2020. Ses recherches portent sur la politique étrangère russe, le nationalisme et les questions identitaires. Il est co-auteur de *La Russie et son ex-Empire* (Science Po, 2003) et contributeur à plusieurs ouvrages, dont *The Return of the Cold War* (Routledge, 2016) et *The New World Disorder* (Lexington, 2019). Il intervient régulièrement comme expert à Radio-Canada.

Cyprien Marais est élève-officier inscrit au baccalauréat en Études Internationales au Collège militaire royal de Saint-Jean. Il a joint les Forces armées canadiennes en juin 2023 en tant qu'officier d'infanterie. Il a un intérêt marqué pour la géopolitique du Caucase et la géopolitique mondiale. Il a mené durant l'été 2025 un terrain de recherche en Géorgie et en Arménie sur la question de l'opinion des sociétés civiles géorgiennes sur la politique étrangère américaine.

## Pour citer cette publication

BREAULT, Yann et MARAIS, Cyprien, « Sortir du giron de la Russie ? L'avenir de l'Arménie dans l'OTSC », *Note d'Analyse du GRIP*, 23 septembre 2025.

## Introduction

Le 20 septembre 2023, à l'issue d'une offensive éclair de vingt-quatre heures, les forces armées azéries mettent abruptement fin à l'existence de la République autoproclamée d'Artsakh<sup>1</sup>. Trois décennies d'autonomie *de facto* sont alors balayées dans une relative indifférence de la part des acteurs internationaux, incluant la Russie, dont l'attention est alors principalement dirigée vers l'Ukraine. Malgré la présence sur le terrain d'un contingent de maintien de la paix déployé dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu de novembre 2020<sup>2</sup>, Moscou ne manifeste aucune opposition. Pour la population arménienne, cette offensive constitue plus qu'un recul territorial dévastateur : elle représente une blessure historique infligée par un allié traditionnel supposé garant de sa sécurité. Cet abandon accélère l'érosion de la confiance de l'Arménie à l'égard de la Russie et de ses alliés de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), une confiance déjà gravement ébranlée depuis la guerre des 44 jours de l'automne 2020 pendant laquelle l'organisation a refusé d'intervenir<sup>3</sup>. Alors que Bakou menace d'étendre son emprise sur le corridor de Zanguezour<sup>4</sup>, l'engagement de soutien prévu à l'article 4 du traité de l'OTSC, théoriquement équivalent à l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord, souffre d'un grave déficit de crédibilité.

Tant au sein de la classe politique que dans l'opinion publique arménienne, des voix de plus en plus nombreuses remettent en question la pertinence du maintien de l'Arménie au sein de l'OTSC, appelant à une redéfinition stratégique de ses partenariats extérieurs. En 2023, l'Arménie a gelé sa participation aux exercices communs de l'OTSC et depuis 2024, elle ne finance plus et ne participe plus aux décisions communes de

---

<sup>1</sup> Mieux connu sous le nom du Haut-Karabakh, autrefois région autonome à majorité arménienne de la république socialiste soviétique d'Azerbaïdjan dont la volonté de rattachement à l'Arménie fut à l'origine d'une guerre victorieuse pour les Arméniens (1988–1994) qui sera suivie d'une reconquête par les forces azéries à l'automne 2020, prélude à la dissolution complète de l'autonomie en septembre 2023 et à l'exode de la plupart des 120 000 Arméniens qui y habitaient encore.

<sup>2</sup> Une version non officielle de l'accord a été publiée sur le site de la Présidence russe. « [Statement by the President of the Republic of Azerbaijan, Prime Minister of the Republic of Armenia and President of the Russian Federation](#) », *Kremlin.ru*, 10 novembre 2020.

<sup>3</sup> Asbarez Staff, « [CSTO Will Intervene Only if 'Territory of Armenia' is Attacked](#) », *Asbarez*, 8 octobre 2020. Cette position sera maintenue malgré les attaques subséquentes en territoire arménien, dans les secteurs frontaliers qui demeurent à ce jour occupés par les forces azéries.

<sup>4</sup> Le corridor de Zanguezour désigne la route de transit demandée par l'Azerbaïdjan à travers le sud de l'Arménie, visant à relier l'exclave azérie du Nakhitchevan (qui touche la Turquie) au reste du pays.

l'organisation<sup>5</sup>. La prochaine étape serait de quitter l'organisation, ce qu'a promis de faire le Premier ministre Nikol Pashinyan en juin 2024. Le rapprochement avec les États-Unis et l'Union européenne, bien que perçu par le pouvoir comme une alternative souhaitable, soulève toutefois la question de la viabilité d'un tel réajustement.

En l'absence de garanties concrètes émanant des puissances occidentales, la rupture des ponts sécuritaires avec Moscou risque-t-elle d'exacerber les vulnérabilités de l'Arménie ? Quels sont les leviers, les contraintes et les perspectives qui conditionnent cette décision cruciale ?

Pour cerner les contours de ces questions, cette analyse procède en quatre étapes. La première commence par explorer l'avenir de la paix avec l'Azerbaïdjan, car en l'absence d'un traité bilatéral signé et ratifié par les deux parties, une rupture complète des liens sécuritaires avec Moscou serait risquée. La seconde partie expose l'emprise économique de la Russie sur le pays, notamment les ramifications énergétiques et financières qui pèsent encore lourdement sur les choix diplomatiques d'Erevan. La troisième étape évalue la solidité des partenariats alternatifs que l'Arménie tente de construire, notamment avec les États-Unis, l'Union européenne, mais aussi avec l'Inde ou l'Iran. Enfin, l'ultime étape procède à un examen de la situation intérieure ; celle-ci restant marquée par une fragilité politique croissante. À travers cet examen, il s'agit d'évaluer si l'Arménie dispose aujourd'hui des moyens politiques, diplomatiques et institutionnels pour sortir du giron russe ou si ce désir d'émancipation reste, pour l'heure, un fantasme géopolitique.

## 1. Une paix encore fragile entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Le 13 mars 2025, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont annoncé avoir finalisé les négociations autour d'un projet de traité de paix destiné à mettre un terme à près de quarante années de conflit centré sur la question du Haut-Karabakh. Bien que le texte du projet de traité n'ait pas été rendu public, les dirigeants évoquent une normalisation de relations diplomatiques et la réouverture des postes frontaliers, ainsi qu'une renonciation de toute présence militaire étrangère le long de la frontière commune<sup>6</sup>. Cette annonce suscite certes des espoirs de stabilisation régionale, mais en raison des conditions préalables exigées par Bakou, sa mise en œuvre semble encore lointaine. En effet, si la

---

<sup>5</sup> Areg Kochinyan, « [Armenia Leaving Russian-Led CSTO](#) », Friedrich Naumann Foundation for Freedom, 25 juillet 2024.

<sup>6</sup> Thomas de Waal, « [Armenia and Azerbaijan's Major Step Forward](#) », *Emissary*, Carnegie Endowment for International Peace », 17 mars 2025.

demande d'abolir le groupe de Minsk de l'OSCE<sup>7</sup> sera satisfaite en septembre 2025, l'exigence d'une modification de la constitution de l'Arménie pourrait être beaucoup plus difficile à obtenir.

La liquidation de l'autonomie dans le Haut-Karabakh et la reconnaissance arménienne de la souveraineté azérie sur ce territoire pourrait laisser penser que les conditions d'une paix durable sont désormais réunies. Acceptant les conséquences de sa défaite militaire, l'Arménie renonce officiellement à toute revendication irrédentiste et cherche désormais à stabiliser la situation dans ses frontières internationalement reconnues, fondées sur la délimitation en vigueur en URSS, au moment de la signature des accords d'Alma-Ata du 21 décembre 1991. À cet égard, l'accord frontalier annoncé le 19 avril 2024 a constitué une avancée notable, puisqu'il s'agit d'une première entente officielle sur un tronçon de leur frontière commune<sup>8</sup>. Cet accord qui permet la restitution à l'Azerbaïdjan de quatre villages occupés par l'Arménie depuis 1991 a été salué par les États-Unis, l'UE et l'ONU comme un signal positif en faveur d'une résolution pacifique du conflit.

Les enjeux faisant toujours l'objet d'un litige demeurent toutefois nombreux et sensibles.<sup>9</sup> L'un des plus immédiats concerne la situation des prisonniers arméniens capturés lors de l'offensive azerbaïdjanaise de septembre 2023 au Haut-Karabakh, toujours détenus en Azerbaïdjan et en attente de procès, malgré les appels internationaux à leur libération<sup>10</sup>. À cela s'ajoute la question des localités occupées par les forces azéries à la suite d'affrontements armés postérieurs à la guerre de 2020 dans des zones situées dans les provinces frontalières arméniennes<sup>11</sup>. En arrière-fond, faut-il le rappeler, il y a encore et toujours l'absence de reconnaissance du génocide arménien de 1915 par le gouvernement azéri, qui s'aligne en cela sur la position de la Turquie<sup>12</sup>. Celle-ci demeure un obstacle au rétablissement de relations de confiance, d'autant plus

---

<sup>7</sup> Le groupe de Minsk de l'OSCE est un mécanisme diplomatique créé en 1992 (coprésidé par la France, la Russie et les États-Unis) pour favoriser une résolution pacifique du conflit du Haut-Karabakh.

<sup>8</sup> Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Armenia, « [Press release on the outcome of the 8th meeting of the State Commissions on the delimitation of the state border between Armenia and Azerbaijan](#) », 19 avril 2024.

<sup>9</sup> Nino Lezhava, « [The complexity of the peace deal between Armenia and Azerbaijan](#) », *New Eastern Europe*, 9 avril 2025.

<sup>10</sup> « [Anne Hidalgo demande la libération de 55 prisonniers arméniens en Azerbaïdjan](#) », *Le Figaro*, 10 novembre 2023.

<sup>11</sup> « [Armenian government confirms Azerbaijani forces occupy 31 Armenian villages](#) », *301.am*, mars 2024.

<sup>12</sup> Vafa Ismayilova, « [Baku hopes U.S. administration will not make historic mistake](#) », *AzerNEWS*, 23 avril 2021.

que les demandes arméniennes pour que Bakou cesse de désigner géographiquement le territoire arménien « d'Azerbaïdjan occidental » demeurent lettre morte<sup>13</sup>.

Si ces enjeux émotionnellement chargés sont importants, la principale source de désaccord entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan demeure l'avenir du « corridor de Zanguezour », un passage d'environ 40 kilomètres à travers le sud de l'Arménie destiné à relier l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan le long de la frontière iranienne. Prévu dans la déclaration trilatérale de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 négociée sous médiation de Moscou, ce corridor dont la sécurité doit être en principe assurée par la Russie fait l'objet d'interprétations et de positions divergentes. Alors qu'Erevan refuse toute atteinte à sa souveraineté, n'acceptant rien d'autre qu'un couloir de transit sous sa juridiction, Bakou exige un corridor extraterritorial sous son contrôle et ne se prive pas de brandir le spectre d'une opération militaire pour obtenir gain de cause, en cas d'échec des pourparlers.<sup>14</sup> Gaïdz Minassian propose la notion de « paix de punition<sup>15</sup> » pour décrire les objectifs poursuivis par Bakou à l'égard de ce corridor, comme si les années d'occupation illégale du territoire azéri par les Arméniens de l'Artsakh devaient être réparées par des concessions humiliantes. Malgré la signature-spectacle du 8 août 2025 à Washington d'un nouveau mémorandum qui dessine vaguement les contours d'une solution américaine pour la construction et l'exploitation des infrastructures de transport dans ce corridor<sup>16</sup>, Moscou n'a pas renoncé à influencer les conditions de son ouverture et de son utilisation future<sup>17</sup>.

Par ailleurs, les conditions imposées par le président azéri, Ilham Aliyev, pour la signature du traité de paix annoncé en mars 2025 suscitent des doutes sur ses intentions. L'Azerbaïdjan demande encore un changement au préambule de la Constitution arménienne, qui renvoie à la déclaration d'indépendance du 23 août 1990, dont l'article 11 revendique l'unité de l'Arménie et du Haut-Karabakh. Bakou le dénonce comme une menace implicite à sa souveraineté sur cette région, bien que la Cour constitutionnelle arménienne ait statué le 26 septembre 2024 que ce préambule ne constituait pas un obstacle juridique à un accord reconnaissant le Haut-Karabakh

---

<sup>13</sup> « [Qu'est-ce que l'Arménie a offert à l'Azerbaïdjan ? Pashinyan a ouvert les parenthèses](#) », *Courrier d'Erevan*, 10 janvier 2025.

<sup>14</sup> Anita Khachaturova, « [L'Arménie dans la Tourmente](#) », *Diplomatie*, no. 128 (juillet-août 2024), p. 43.

<sup>15</sup> Gaïdz Minassian, « Arménie-Azerbaïdjan, où en est la paix ? », *Les Études du CERI*, 2025, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2024, 277-278, p. 20-25,

<sup>16</sup> Emil Avdaliani, "Trump's Road TRIPP Delivers a Deal," *CEPA Insights & Analysis*, 13 août 2025, consulté le 31 août 2025, <https://cepa.org/article/trumps-road-tripp-delivers-a-peace-deal/>.

<sup>17</sup> Turan Gafarli, « Unlocking the Potential in the South Caucasus: The Zangezur Corridor's Impact on the Trans-Caspian International Transport Route (Middle Corridor) », *Perceptions* 29, n° 2, automne 2025, p. 148–173.

comme partie intégrante de l'Azerbaïdjan<sup>18</sup>. L'exigence d'un amendement constitutionnel ressemble davantage à un stratagème permettant de retarder la signature de l'accord en imputant la responsabilité à son homologue. Comme il requiert d'abord l'approbation des deux tiers des députés de l'Assemblée nationale avant d'être soumis au vote populaire lors d'un référendum, il s'agit d'une procédure complexe et politiquement périlleuse pour le Premier ministre Pashinyan qui doit faire face à l'électorat en 2026.

## 2. Une emprise économique russe durable

Dans un contexte marqué par la montée des tensions régionales et la redéfinition des alliances stratégiques, les hésitations d'Erevan à rompre définitivement avec l'OTSC s'expliquent partiellement par l'absence d'un traité de paix avec Bakou, mais sans doute encore davantage par la persistance d'une forte dépendance économique envers la Russie. En effet, dans la mesure où le pays est économiquement fragilisé par les coûts liés à sa défense et par l'afflux des réfugiés de l'Artsakh, le poids économique de la Russie continue de jouer un rôle déterminant dans les arbitrages géopolitiques du gouvernement arménien. Depuis la dislocation de l'Union soviétique, la Russie demeure le principal partenaire commercial, énergétique et migratoire de l'Arménie. Ce lien n'a cessé de se renforcer au fil des décennies, en particulier à partir des années 2000 avec la consolidation des investissements russes dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, les transports, les infrastructures<sup>19</sup>.

L'intégration de l'Arménie à l'Union économique eurasiatique (UEE) en 2015 — organisation qu'elle a rejoint aux côtés de la Russie, de la Biélorussie, du Kazakhstan et bientôt du Kirghizstan — a constitué un tournant décisif dans cette dynamique d'ancrage. Cette adhésion a placé l'Arménie dans l'orbite économique et réglementaire de Moscou, renforçant sa dépendance aux circuits commerciaux, douaniers et financiers contrôlés par le Kremlin<sup>20</sup>. Par ce biais, Erevan se trouve dans un système d'intégration régionale qui, tout en lui offrant un accès privilégié aux marchés de la région postsoviétique, limite sa marge de manœuvre vis-à-vis de ses partenaires occidentaux. L'Arménie reste fortement dépendante de la Russie dans plusieurs secteurs stratégiques

---

<sup>18</sup> Anita Khachaturova, « [Arménie-Azerbaïdjan : Les nombreuses limites d'un accord historique](#) », *Actus ULB*, 15 mars 2025.

<sup>19</sup> Djoomart Otorbaev, « [Eurasian Economic Integration: The EAEU as a Growth Driver in Central Asia and Beyond](#) », *Horizons: Journal of International Relations and Sustainable Development*, n° 23, 2023, p. 232-243.

<sup>20</sup> Narek Sukiasyan, « [Armenia's Pivot Away from Russia: Strategic Ambitions Versus Practical Constraints](#) », *Russian Analytical Digest*, n° 322, décembre 2024, p. 12.

de son économie.<sup>21</sup> Sur le plan énergétique, *Gazprom Armenia*, filiale à 100 % de Gazprom, monopolise la distribution du gaz naturel. Des entreprises russes comme *RusHydro* influencent le secteur électrique, et la centrale nucléaire de *Metsamor*, qui fournit plus du tiers de l'électricité du pays, dépend du combustible et de l'expertise technique de *Rosatom*. On pourrait aussi mentionner certaines infrastructures critiques, telles que le réseau ferroviaire géré par *South Caucasus Railway* (filiale de *Russian Railways*), qui renforcent cette dépendance<sup>22</sup>.

Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que la diaspora arménienne en Russie, estimée à environ 3 millions de personnes<sup>23</sup>, constitue un levier de pression supplémentaire : ses transferts de fonds, évalués à 1,7 milliard USD en 2024, dont la plupart proviennent de Russie, représentent à eux seuls 7 % du PIB<sup>24</sup>. Il s'agit d'un flux que Moscou pourrait restreindre en cas de détérioration des relations bilatérales, comme ce fut le cas lors des mesures punitives contre la Géorgie en 2006-2008<sup>25</sup>.

Cette vulnérabilité n'est pas en décroissance puisque depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022, les échanges commerciaux entre l'Arménie et la Fédération de Russie ont connu une croissance spectaculaire. En 2024, le volume des échanges bilatéraux a augmenté de 91 %<sup>26</sup>, atteignant un niveau historique d'environ 12 milliards USD début 2025<sup>27</sup>. Si la Russie a toujours été le principal partenaire commercial de l'Arménie, sa part dans le commerce extérieur arménien n'a jamais été aussi dominante, dépassant les 30 % des échanges globaux<sup>28</sup>. Cette dépendance s'est accentuée dans le contexte de contournement des sanctions occidentales par la Russie, qui utilise les réseaux commerciaux avec l'Arménie comme passerelles logistiques pour importer des biens sanctionnés. Des enquêtes internationales, notamment celles de l'Union européenne et des États-Unis, ont mis en évidence que l'Arménie a

---

<sup>21</sup> Aram Terzyan, « Fear Or Identity? Explaining Armenia's Stance Toward Russia in the Context of the War in Ukraine », *Georgetown Journal of International Affairs* 24, n° 1, printemps 2023, p. 4–11.

<sup>22</sup> Hovhannes Nazaretyan, « [Armenia's Economic Dependence on Russia: How Deep Does It Go?](#) », *EVN Report*, 7 juillet 2023.

<sup>23</sup> Diaspora *Ministry of Armenia*, « [Russia](#) ».

<sup>24</sup> Mark Dovich, « [Armenia's Reliance on Russian Remittances Drops as Ukraine War Reorders Regional Economies](#) », *CivilNet*, 5 juin 2024.

<sup>25</sup> Randall Newnham, « [Georgia on my mind? Russian sanctions and the end of the 'Rose Revolution'](#) », *Journal of Eurasian Studies*, Vol. 6, n° 2, 2015, p. 161-170.

<sup>26</sup> RFE/RL's Armenian Service, « [Russia, Armenia Tout Record Bilateral Trade Amid Tensions](#) », 20 décembre 2024.

<sup>27</sup> Armenia News, « [Armenia-Russia Trade Exceeded \\$12bn, Lavrov Says](#) », 21 janvier 2025.

<sup>28</sup> Diana Galoyan et Diana Matevosyan, « [The Impact of the Russian-Ukrainian Conflict on Armenia's Foreign Trade: A Quantitative Analysis](#) », *Journal of Liberty and International Affairs* 9, n° 2, juillet 2023, p. 100.

significativement augmenté ses importations de biens technologiques, comme des véhicules et des équipements de communication en provenance d'Europe et d'Asie, dont une part substantielle est ensuite réexportée vers la Russie<sup>29</sup>. En particulier, le marché automobile arménien a explosé, devenant un carrefour de réexportation de véhicules japonais, sud-coréens et européens vers le territoire russe, contribuant indirectement à atténuer l'impact des sanctions internationales<sup>30</sup>.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'Arménie demeure enclavée, deux de ses quatre frontières terrestres — avec la Turquie et l'Azerbaïdjan — restant fermées. Dans ce contexte, les échanges extérieurs, notamment avec la Russie, dépendent presque exclusivement du transit par la Géorgie, via le corridor de Lars. La voie sud, par l'Iran, est compromise par les sanctions américaines contre la république islamique. Cette configuration logistique confère à Tbilissi un rôle pivot dans l'accès arménien aux marchés internationaux. Or, la victoire électorale en Géorgie du parti *Rêve géorgien* et son orientation plus ambiguë vis-à-vis de l'Occident viennent bouleverser cet équilibre fragile. En affichant une posture plus conciliante à l'égard de Moscou, les autorités géorgiennes renforcent indirectement la vulnérabilité d'Erevan. Dans ce contexte, la relation asymétrique agit comme une épée de Damoclès, limitant la capacité d'Erevan à envisager un réalignement politique sans risquer de lourdes répercussions. L'influence économique de la Russie constitue un frein structurel majeur à toute velléité d'autonomisation stratégique. Comme s'il fallait effectuer un rappel à cet égard, les douaniers russes à la frontière géorgienne ont retenu quelques jours des camionneurs arméniens transportant des fruits périssables.

### 3. Les partenariats stratégiques alternatifs

Près de trois ans après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, la capacité de la Fédération de Russie à maintenir son influence dans son « étranger proche » apparaît incertaine. Engagée dans une guerre d'attrition longue et coûteuse, Moscou semble moins en mesure de projeter sa puissance militaire dans son voisinage comme elle le fit par exemple en Géorgie en août 2008, où un contingent estimé à environ 25 000 soldats et un millier d'unités blindées avait été mobilisé pour une opération rapide et décisive. Aujourd'hui, dans un contexte de mobilisation prolongée, une opération d'une ampleur similaire au Caucase paraît invraisemblable<sup>31</sup>. Dans ce climat d'incertitude, la diplomatie

---

<sup>29</sup> Ana Swanson and Matina Stevis-Gridneff, « [Russia Is Importing Western Weapons Technology, Bypassing Sanctions](#) », *New York Times*, 18 avril 2023.

<sup>30</sup> AFP, « [Armenia funnels US cars to Russia, in sanctions' evasion](#) », *France24*, 04 août 2023.

<sup>31</sup> Paul Schwartz, « [Impact of Equipment Shortages on Russia's Ability to Operate in Other Areas](#) », dans *A War of Attrition: Assessing the Impact of Equipment Shortages on Russian Military Operations in Ukraine*, sous la dir Max Bergmann, Maria Snegovaya, Tina Dolbaia, et Nick Fenton, Center for Strategic and International Studies, 2023, p. 22-23.

arménienne a entamé un processus visant à diversifier ses partenariats économiques et sécuritaires. Erevan adopte désormais une posture de renforcement des liens avec l'Union européenne et les États-Unis, mais aussi des puissances régionales telles que l'Inde et même l'Iran.

L'Union européenne s'affirme comme un partenaire stratégique vers lequel l'Arménie cherche à opérer un rapprochement progressif. Bien que l'adhésion formelle ne soit pas encore à l'ordre du jour, le parlement arménien a validé en 2024 une législation ouvrant la voie à un rapprochement institutionnalisé avec l'UE<sup>32</sup>. Ce processus s'inscrit dans la continuité de l'Accord de partenariat global et renforcé (signé en 2017 et entré en vigueur en 2021), qui structure les relations bilatérales sur les plans politique, commercial et réglementaire. Depuis octobre 2022, l'Union européenne a également déployé une mission civile d'observation de 200 personnes (renouvelée jusqu'en février 2027)<sup>33</sup> le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, dans le but de contribuer à la stabilité régionale et de prévenir les escalades militaires. Parallèlement, plusieurs États membres de l'UE, en particulier la France, ont signé des accords de coopération militaire avec Erevan, incluant la fourniture d'équipements, l'assistance technique et la formation des forces armées arméniennes<sup>34</sup>. Forte des liens historiques nourris par une importante diaspora arménienne, la France s'est positionnée en 2024 comme l'un des principaux fournisseurs d'armement de l'Arménie, aux côtés de l'Inde. Paris a notamment livré des radars de défense, des véhicules blindés et accepté d'accueillir des unités arméniennes pour des cycles de formation. Cette coopération militaire s'inscrit dans une dynamique politique plus large de soutien à la souveraineté arménienne et à son ancrage européen. En avril 2024, la Commission européenne a annoncé un plan d'aide économique de 270 millions EUR sur trois ans, destiné à soutenir le développement du pays, encourager les réformes institutionnelles et stimuler la résilience économique<sup>35</sup>.

À moyen terme, un partenariat approfondi avec l'UE — et potentiellement avec l'OTAN — pourrait en principe offrir à l'Arménie une trajectoire comparable à celle que l'on espérait pour la Géorgie, fondée sur l'intégration aux normes démocratiques, l'ouverture économique et un renforcement de l'État de droit. Or l'évolution politique à Tbilissi montre que la partie est loin d'être gagnée sur ce plan. Qui plus est, les dynamiques internes à l'Union européenne demeurent ambivalentes. Depuis l'invasion

---

<sup>32</sup> « [Le gouvernement arménien a approuvé le projet de loi sur le lancement du processus d'adhésion de la République d'Arménie à l'UE](#) », *Courrier d'Erevan*, 9 janvier 2025.

<sup>33</sup> Conseil de l'Union européenne, « [Armenia: Council Extends the Mandate of the EU Civilian Mission for Two Years](#) », 30 janvier 2025.

<sup>34</sup> Laura Kayali et Gabriel Gavin, « [France sends weapons to Armenia amid fears of new conflict with Azerbaijan](#) », *Politico*, 23 octobre 2023.

<sup>35</sup> EU Neighbours East, « [U announces new €270 million Resilience and Growth package for Armenia](#) », 5 avril 2024.

de l'Ukraine, l'UE s'efforce de diversifier ses approvisionnements en énergie, ce qui a conduit plusieurs États membres à renforcer leurs liens avec l'Azerbaïdjan, devenu un fournisseur stratégique de gaz naturel. Cette dépendance énergétique modère les critiques européennes à l'égard de Bakou, contrastant avec la position plus affirmée de la France. Cette dissonance entre les intérêts géoéconomiques et les engagements normatifs freine la constitution d'un front uni en soutien à l'Arménie, et limite la portée des partenariats européens espérés par Erevan<sup>36</sup>.

Longtemps perçus comme un acteur extérieur de poids dans le Caucase du Sud, les États-Unis avaient pour leur part amorcé un renforcement de leurs relations avec l'Arménie dans les derniers mois de l'administration Biden, notamment par la signature d'un accord de coopération bilatérale portant sur des domaines stratégiques tels que la sécurité, la lutte contre la corruption, et l'appui aux institutions démocratiques<sup>37</sup>. Dans un contexte de confrontation accrue avec la Russie, cette dynamique s'inscrivait dans un effort plus large de soutien à la résilience des États postsoviétiques. Cependant, l'arrivée au pouvoir de l'administration Trump en janvier 2025 a marqué une inflexion nette de la politique américaine dans la région. Peu après l'investiture du président républicain, plusieurs programmes d'assistance économique et militaire à destination de l'Arménie ont été suspendus. La coopération sécuritaire, en particulier entre les services de renseignement, a même été gelée, tout comme la livraison de fournitures militaires non létales destinées à renforcer les capacités défensives d'Erevan<sup>38</sup>.

Ces décisions s'inscrivent dans une réorientation plus large de la diplomatie américaine, caractérisée par un désengagement progressif des zones jugées périphériques, au profit d'une focalisation sur les intérêts stratégiques jugés prioritaires (notamment le Moyen-Orient et la rivalité sino-américaine). Ce recentrage géopolitique a coïncidé avec des signaux de détente entre Washington et Moscou, comme en témoignent les premiers échanges directs entre les présidents Trump et Poutine au sujet de l'avenir de l'Ukraine, dont le projet d'intégration dans l'OTAN est désormais rejeté. Cette posture a suscité des inquiétudes à Erevan, dans la mesure où elle semble marquer une rupture avec la doctrine antérieure visant à contenir l'influence russe dans sa périphérie<sup>39</sup>. Avant la signature surprise le 8 août 2025 d'une entente chapeautée par le Président Trump, la nouvelle administration semblait peu encline à investir diplomatiquement le dossier du Caucase, manifestant peu d'intérêt pour les dynamiques post-conflit entre Erevan et

---

<sup>36</sup> Vasif Huseynov, « [Charting the Future of EU-Azerbaijani Relations: Beyond Energy Policy & Security](#) », *Horizons: Journal of International Relations and Sustainable Development*, n° 22, 2023, p. 142–151.

<sup>37</sup> U.S. Mission Armenia, « [Charter on Strategic Partnership Between the United States of America and the Republic of Armenia](#) », 15 janvier 2025.

<sup>38</sup> Richard Giragosian, « [Comment: Trump's Return Holds Both Peril and Promise for the South Caucasus](#) », 4 février 2025.

<sup>39</sup> *The Economist Intelligence Unit*, « [US Pauses Military Aid to Ukraine](#) », 12 avril 2024.

Bakou et les efforts européens visant à stabiliser la région. Ce désengagement semblait compromettre la stratégie de diversification diplomatique de l'Arménie, qui comptait justement sur un appui plus actif des États-Unis pour renforcer ses capacités de défense. Un certain optimisme semble permis, avec la signature de ce mémorandum qui prévoit octroyer une concession territoriale de 99 ans à un consortium contrôlé à 50 % par une société américaine pour la construction d'infrastructures de transport entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan<sup>40</sup>. Or, il faut tout de même rappeler que le document ne prévoit aucune garantie de sécurité américaine<sup>41</sup>.

Dans ce contexte, en dépit d'une forte animosité envers les États-Unis, l'Iran apparaît comme un partenaire accommodant avec lequel l'Arménie souhaite conserver des relations de bon voisinage. Un rapprochement s'est récemment matérialisé par la tenue, en avril 2024, des premiers exercices militaires conjoints à la frontière commune, un signal politique fort adressé à Bakou et Ankara<sup>42</sup>. Téhéran voit en effet le Caucase du Sud comme un espace stratégique qu'il entend soustraire à l'hégémonie turco-azerbaïdjanaise, notamment à travers son opposition explicite au projet de corridor du Zanguezour<sup>43</sup>. L'Iran considère ce projet comme une menace directe à son accès terrestre au Caucase et à son influence régionale. Cette posture reste toutefois prudente. L'Iran n'a pas dénoncé la reconquête violente du Haut-Karabakh par Bakou, se contentant d'appels au respect du droit international<sup>44</sup>. Téhéran a même mené en mai 2025 des exercices militaires conjoints avec Bakou dans la région<sup>45</sup>. En outre, les ambitions pro-occidentales de l'Arménie entravent un approfondissement stratégique durable. Tout resserrement trop marqué avec un régime soumis à des sanctions internationales risquerait de compromettre les relations d'Erevan avec l'Union européenne et les États-Unis<sup>46</sup>. Affaibli par la guerre des 12 jours contre Israël et les bombardements américains, l'Iran ne saurait devenir un garant de sécurité pour l'Arménie. Le pays agit comme une puissance tierce, capable tout au plus de modérer

---

<sup>40</sup> « [Full Text of Joint Declaration Signed by President Donald Trump, President Ilham Aliyev, and Prime Minister Nikol Pashinyan](#) », *MassisPost*. 8 août 2025.

<sup>41</sup> « [How Could the Armenia-Azerbaijan Peace Accord Benefit Central Asia?](#) », *The Times of Central Asia*, 19 août 2025.

<sup>42</sup> *Reuters*, « [Iran Hold Joint Military Drills amid Strains over Azerbaijan, Nuclear](#) », 10 avril 2025.

<sup>43</sup> Alexandr Svaranc, « [Is Iran blocking the Zangezur Corridor project?](#) », *New Eastern Outlook*, 9 septembre 2024.

<sup>44</sup> Mohammad Salami, « [Conflict in the South Caucasus and Its Effects on Iran](#) », *Trends Research and Advisory*, 8 février 2023.

<sup>45</sup> Dudi Kogan, « [Azerbaijan conducts military drill with Iran while maintaining Israeli alliance](#) », *Israel Hayom*, 18 mai 2025.

<sup>46</sup> Nicholas Castillo, « [Armenia's Ties to Iran: A Potential Wrinkle in Yerevan's Pivot West](#) », *Caspian Policy Center*, 8 juin 2024.

les ambitions régionales de Bakou et d'Ankara, sans remettre en cause l'équilibre des forces en présence.

Même si elle est moins souvent dans le viseur des analystes occidentaux, l'Inde s'impose depuis 2022 comme un partenaire stratégique majeur de l'Arménie, en particulier dans le domaine de la coopération militaire. Ce rapprochement s'est accéléré dans le contexte de la guerre du Haut-Karabakh de 2020, qui a convaincu Erevan de diversifier ses fournisseurs d'armement au-delà de la sphère russo-eurasienne. L'Inde est ainsi devenue l'un des principaux fournisseurs d'armes de l'Arménie, tandis que cette dernière est désormais l'un des plus importants acheteurs d'armement indien en dehors de l'Asie du Sud. Le contrat le plus emblématique de ce partenariat est l'acquisition par l'Arménie, en septembre 2022, du système de défense antiaérienne indien Akash pour une valeur estimée à environ 720 millions USD, dont la livraison a été amorcée fin 2024<sup>47</sup>. Selon des rapports du ministère indien de la Défense, l'Arménie aurait également passé commande pour environ 600 millions USD d'équipements militaires supplémentaires entre 2024 et 2025<sup>48</sup>. Ces achats comprennent notamment des systèmes d'artillerie de 155 mm, des lance-roquettes multiples *Pinaka*, et d'autres équipements de communication et de commandement destinés à moderniser les capacités défensives arméniennes.

Ce partenariat militaire s'inscrit dans une convergence stratégique relativement peu conflictuelle du point de vue russe. Contrairement aux rapprochements d'Erevan avec des puissances occidentales telles que la France, les États-Unis ou l'Union européenne, perçus à Moscou comme des actes de défiance, la coopération arméno-indienne suscite peu de frictions. L'Inde demeure un partenaire de longue date de la Russie, avec laquelle elle entretient des liens étroits dans les domaines de la défense et de l'énergie. Cette configuration permet à l'Arménie de renforcer ses capacités militaires sans provoquer de tensions frontales avec le Kremlin<sup>49</sup>. Du côté indien, cette relation s'inscrit dans une stratégie plus large de projection d'influence dans l'espace eurasiatique, zone stratégique au croisement des corridors énergétiques et commerciaux. Elle s'insère dans les discussions autour de grands projets régionaux d'infrastructure, tels que le Corridor de transport international Nord-Sud (INSTC) reliant l'Inde à la Russie via l'Iran, concurrent de ce Corridor du Milieu, qui ambitionne de connecter l'Asie centrale à l'Europe via le Caucase, via ce corridor de Zanguezour que les Américains veulent développer, mais sur lequel les Russes souhaitent encore aussi conserver un certain contrôle.

---

<sup>47</sup> Syed Fazl-e-Haider, « [India Becomes Armenia's Largest Defense Supplier](#) », *The Jamestown Foundation*, 12 septembre 2024.

<sup>48</sup> RFE/RL's Armenian Service, « [More Light Shed on Indian Arms Sales to Armenia](#) », 24 juillet 2024.

<sup>49</sup> Narek Sukiasyan, *op. cit.*

Cet espoir n'est pas complètement démesuré. Pour rappel, la Fédération de Russie conserve à ce jour une présence militaire significative en Arménie, notamment à travers la 102<sup>e</sup> base militaire de Gyumri, située dans le nord-ouest du pays, dont l'accès est garanti par un accord bilatéral jusqu'en 2044<sup>50</sup>. Cette base, opérationnelle depuis 1995, abrite plusieurs milliers de soldats russes ainsi que du matériel militaire lourd, et constitue le principal symbole de l'engagement sécuritaire russe en Arménie dans le cadre de l'OTSC. En revanche, les signes de réajustement stratégique arménien sont apparus récemment, notamment avec la restitution du contrôle d'une partie de sa frontière internationale avec l'Iran. Le 30 décembre 2024, à la suite d'un accord bilatéral entre Erevan et Moscou, la surveillance de la frontière arméno-iranienne, assurée depuis 1992 par les gardes-frontières russes relevant du FSB, a été partiellement transférée aux forces arméniennes<sup>51</sup>.

La diplomatie arménienne évolue dans un équilibre délicat : désireuse de s'affranchir d'un partenariat stratégique avec la Russie devenu de plus en plus asymétrique – exigeant sur le plan politique, mais peu fiable en matière de sécurité – Erevan cherche à prévenir tout nouvel affrontement militaire avec l'Azerbaïdjan et à renforcer ses liens avec l'Union européenne et les États-Unis. Seulement, cette réorientation qui vise à sortir de la tutelle de l'OTSC et à bâtir des partenariats de sécurité alternatifs se heurte à un environnement international peu favorable, marqué par le désengagement sécuritaire des États-Unis. Dans ce contexte incertain, la réussite d'un repositionnement stratégique dépendra sans doute de la capacité des autorités arméniennes à fédérer un consensus national et à consolider des institutions démocratiques capables de soutenir une politique étrangère autonome et cohérente.

#### 4. Une stabilité intérieure incertaine

Depuis la Révolution de Velours de 2018 qui a conduit au renversement pacifique du gouvernement en place et à l'arrivée au pouvoir de l'ancien journaliste et figure de la lutte contre la corruption, Nikol Pashinyan, l'Arménie a amorcé une phase de transition politique marquée par d'importantes réformes institutionnelles. Le nouveau leadership, moins ancré dans les héritages soviétiques, affiche une orientation affirmée en faveur des principes de la démocratie libérale, avec une volonté déclarée de rapprochement avec les standards européens de gouvernance<sup>52</sup>. Sous l'égide du parti *Contrat Civil*, les autorités ont engagé un ambitieux programme de réformes portant notamment sur

---

<sup>50</sup> Paul Goble, « [Moscow Fearful of Losing Its Military Bases in Armenia and Tajikistan](#) », *Jamestown Foundation*, 2 mai 2024.

<sup>51</sup> RFE/RL's Armenian Service, « [Russian Border Guards Leave Armenia-Iran Checkpoint](#) », 30 décembre 2025.

<sup>52</sup> Alexander Iskandaryan, « [Armenia: A Stealthy Thermidor?](#) », *Demokratizatsiya* 30, n° 4, automne 2022, p. 493-499. Project MUSE.

l'indépendance judiciaire, la transparence des institutions, la lutte contre la corruption. Si des avancées ont été enregistrées dans plusieurs domaines, la mise en œuvre de ces réformes reste inégale et inachevée<sup>53</sup>. Des critiques ont été exprimées concernant l'usage abusif des ressources administratives par le parti au pouvoir lors des élections législatives de 2021 et municipales de 2023<sup>54</sup>. Aram Terzyan parle du passage d'un régime autoritaire à « *régime hybride*. »<sup>55</sup>

À son arrivée au pouvoir en 2018, Nikol Pashinyan adopte une position audacieuse en affirmant publiquement l'unité de l'Artsakh et de l'Arménie, rompant ainsi avec la prudence diplomatique de ses prédécesseurs<sup>56</sup>. Cette déclaration, perçue comme provocatrice par Bakou, a contribué à la détérioration du cadre de négociation et alimenté les tensions. La défaite militaire de l'automne 2020 face à l'Azerbaïdjan, perçue comme l'échec de cette stratégie, ébranle sa légitimité intérieure. Une grande part de la population l'accuse de ne pas avoir suffisamment résisté face aux Azéris, et surtout de ne pas avoir assez préparé l'armée arménienne. S'ensuit une grave crise politique qui l'oppose aux militaires et dont il sort affaibli. Les élections législatives en 2021 lui offrent une victoire serrée (54 %), sur fond de désenchantement et d'une faible participation (49 %).

L'enthousiasme initial soulevé par Nikol Pashinyan est également diminué par son incapacité à remplir ses promesses de sortir de l'Union économique eurasiatique pour réorienter le pays vers l'Union européenne. Non seulement il renonce à cet engagement après les élections législatives de 2021, mais il va s'abstenir de dénoncer l'opération militaire russe en Ukraine en février 2022, refusant de se solidariser avec le régime de sanctions économiques occidentales contre la Russie. Si cette décision reflète bien le pragmatisme imposé par les liens économiques existants, la déception auprès de l'électorat est inévitable : dans un sondage réalisé en décembre 2023, 51 % des personnes interrogées considéraient désormais la Russie comme la principale menace économique pour l'Arménie<sup>57</sup>.

La perte définitive de l'Artsakh en septembre 2023 a profondément fragilisé le pouvoir arménien, révélant son isolement diplomatique et la faiblesse de son influence dans l'arène internationale. Confronté à des pressions extérieures accrues et contraint

---

<sup>53</sup> Bertelsmann Stiftung, [BTI 2024 Country Report — Armenia](#), Gütersloh: Bertelsmann Stiftung, 2024, p. 41.

<sup>54</sup> Ani Grigoryan et Mkrtich Karapetyan, « [Coordinated Cash: Donation Data from Armenia's Ruling Party Raises Questions About Source of Funds](#) », OCCPR, 7 mars 2024.

<sup>55</sup> Aram Terzyan, « [Dissecting political landscape of post-war Armenia](#) », CES Working Papers, ISSN 2067-7693, Alexandru Ioan Cuza University of Iasi, Centre for European Studies, Iasi, Vol. 14, n° 2, 2022, p. 151-165.

<sup>56</sup> Joshua Kucera, « [Pashinyan calls for unification between Armenia and Karabakh](#) », *EurasiaNet*, 6 août 2019.

<sup>57</sup> ISR, [Public Opinion Survey: Residents of Armenia](#), décembre 2023, p. 56–57.

d'accepter des conditions de paix défavorables avec l'Azerbaïdjan, Nikol Pashinyan voit s'éroder sa base de soutien populaire. Selon un sondage Gallup publié en juillet 2024, son taux d'approbation serait tombé à 35 %, confirmant une dynamique de désaffection progressive<sup>58</sup>. Des manifestations sporadiques, notamment celles de juin 2024 violemment dispersées par la police à l'aide de grenades sonores, ont d'ailleurs soulevé de vives préoccupations quant à l'usage disproportionné de la force et à la répression des libertés civiles<sup>59</sup>.

L'opposition reste divisée, peu crédible aux yeux de l'électorat, et peine à canaliser le mécontentement ambiant. Mais le paysage politique demeure polarisé : contre une partie de la population qui continue de soutenir les réformes engagées depuis la Révolution de Velours s'oppose une autre, qui déplore la gestion de la défaite militaire et l'incapacité du gouvernement à garantir la sécurité nationale. À cette instabilité s'ajoute un risque croissant d'ingérence informationnelle, notamment par le biais des réseaux médiatiques et plateformes numériques russes qui conservent une forte audience en Arménie<sup>60</sup>. Ces canaux sont régulièrement accusés de diffuser des narratifs hostiles au gouvernement, contribuant à entretenir la défiance envers l'exécutif et à miner la cohésion sociale. À l'approche des élections législatives de 2026, l'Arménie se trouve ainsi à un tournant critique, confrontée à des tensions internes persistantes et à des menaces hybrides qui pourraient compromettre son orientation pro-européenne, à l'instar de ce qui se passe actuellement en Géorgie.<sup>61</sup>

## Conclusion

Dans son célèbre texte portant sur le destin tragique de l'Europe centrale pendant la *Guerre froide*, l'écrivain tchèque Milan Kundera définissait la petite nation, comme « *celle dont l'existence peut être à n'importe quel moment mise en question, qui peut disparaître, et qui le sait* »<sup>62</sup>. Victimes d'un génocide historique dont la mémoire fonde aujourd'hui une part essentielle de leur identité collective, les Arméniens demeurent particulièrement sensibles à la fragilité de leur situation géopolitique. En dépit de la désillusion croissante à l'égard de Moscou et d'une volonté désormais affirmée de

---

<sup>58</sup> Harut Sassounian, « [Only 13% of Armenians Support Pashinyan](#) » *The Armenian Weekly*, 16 juillet 2024.

<sup>59</sup> Ani Avetisyan, « [Mission Incomplete: Armenian Police Reforms](#) », *EVN Report*, 16 octobre 2023.

<sup>60</sup> David Grigorian, « [Russia's Influence and Disinformation Campaign in Armenia](#) », *ECIPE Policy Brief*, n° 12, juin 2024.

<sup>61</sup> Stephen Jones, « [Perspectives: Mapping Georgian Dream's path to 'victory'](#) », *Eurasianet*, 03 novembre 2024.

<sup>62</sup> Milan Kundera, « [Un Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale](#) », *Le Débat*, Vol. 27, n° 5, p. 9.

s'émanciper de sa tutelle, ils doivent prendre la mesure des nombreux obstacles qui jalonnent ce chemin.

Le premier défi tient à la précarité persistante du processus de paix avec l'Azerbaïdjan : en l'absence de garanties sécuritaires crédibles, une rupture abrupte avec la Russie exposerait l'Arménie à de nouveaux périls. Le deuxième obstacle est d'ordre économique : la Russie conserve une emprise structurante sur des secteurs névralgiques tels que l'énergie, les transports ou les télécommunications, rendant tout désengagement particulièrement coûteux. Troisièmement, si Erevan a engagé une diversification de ses alliances — en direction de l'Union européenne, de l'Iran ou de l'Inde — ces partenariats demeurent partiels, incertains, et largement tributaires du contexte international, notamment de l'évolution du conflit russo-ukrainien et de la réalisation, encore très incertaine, d'un nouveau corridor de transport qui serait opérer à la satisfaction des deux parties. Enfin, la polarisation sociale interne, conjuguée à une profonde désillusion envers les élites politiques, limite la capacité de l'État à conduire une réorientation stratégique potentiellement coûteuse. Si l'idée d'un retrait de l'OTSC séduit une large frange de la population, sa concrétisation demeure encore incertaine. Car même si l'on ne peut se fier à la protection sécuritaire de Moscou, aucune autre puissance ne semble en mesure de remplacer le Kremlin pour garantir l'intégrité actuelle de l'Arménie.

\*\*\*



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

## 5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité Édition du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne..

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur [www.grip.org](http://www.grip.org).

Devenez donateur : IBAN : BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

**GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**

Avenue des arts, 7-8  
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode  
Tél. : +32 (0) 473 982 820  
Site Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)